

Initiative des 10 millions: le vote pourrait être très serré selon un sondage

 lematin.ch/story/votations-initiative-des-10-millions-le-scrutin-risque-d-etre-tres-serre-103410961

September 7, 2025



Michael Hermann, géographe et politologue.

Foto: Christian Pfander

L'«initiative pour la durabilité» de l'UDC, visant à limiter la croissance démographique à 10 millions d'habitants d'ici 2050 devrait être soumise au vote en 2026. Un sondage réalisé pour le compte de l'Union syndicale suisse (USS) par l'Institut Sotomo montre que 48% des participants sont favorables ou plutôt favorables à une telle limitation, 45% y répondent Non ou plutôt Non et 7% se disent indécises, révèle dimanche la «NZZ am Sonntag».

C'est un niveau de soutien inhabituel, note le géographe et politologue Michael Hermann, auteur du sondage: «Une proposition de gauche obtenant un tel résultat à un stade aussi précoce devrait être considérée comme n'ayant aucune chance». Car en général les résultats des sondages sur les initiatives lors des campagnes référendaires ne connaissent que la baisse: les électeurs, d'abord favorables à de nombreuses causes, les rejettent après examen détaillé. Ce n'est pas forcément le cas pour cette initiative, selon lui: il faut «prendre très au sérieux» les quelque 50% de partisans, car, l'immigration reste un sujet sur lequel les électeurs ont des positions déjà arrêtées. Environ 60% des sondés sont ainsi favorable à la limitation de la population, même si

beaucoup d'entre eux voteraient Non à l'initiative UDC, jugée «trop extrême» et dangereuse pour les relations avec l'Europe. Selon le spécialiste, qui ne veut pas faire de pronostic sur l'issue du scrutin, les chances sont de 50/50.

De nombreux électeurs se trouvent donc face à un dilemme: 58% des sondés souhaitent approuver les nouveaux accords avec l'Union européenne (UE). Et une majorité juge l'immigration bonne pour l'économie. Il en va autrement de l'influence de la migration sur les infrastructures, les loyers, la sécurité ou les écoles, où les conséquences négatives l'emportent pour la plupart des sondés.

L'enjeu du futur scrutin est considérable pour le Conseil fédéral: un «oui» l'obligerait à dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne (UE) si le seuil de 10 millions était franchi avant 2050. Or, selon le scénario de référence de Berne, ce cap pourrait être atteint dès 2040 déjà.

(Ellen Weigand)